



Notre récit...

Opération Inondation d'Al-Aqsa



بِسْمِ اللَّهِ الرَّحْمَنِ الرَّحِيمِ

Au nom d'Allah, le Tout Miséricordieux, le Très Miséricordieux

Notre fidèle peuple palestinien,

Les nations arabes et islamiques ;

Les peuples libres du monde entier et ceux qui défendent
liberté, justice et dignité humaine

À la lumière de l'agression israélienne en cours contre la bande de Gaza et en Cisjordanie, et alors que notre peuple poursuit sa lutte pour l'indépendance, la dignité et la libération de la plus longue occupation jamais vue, au cours de laquelle il a fait les plus belles démonstrations de bravoure et d'héroïsme faire face à la machine à tuer et à l'agression israélienne. Nous aimerions clarifier à notre peuple et aux peuples libres du monde la réalité de ce qui s'est passé le 7 octobre, les motivations derrière, son contexte général lié à la cause palestinienne, ainsi qu'une réfutation des allégations israéliennes et mettre les faits en perspective.

Contenu

Premièrement : pourquoi l'opération Al-Aqsa Flood ?	3
Deuxièmement : les événements de l'opération Al-Aqsa Flood et les réponses aux allégations israéliennes	7
Troisièmement : Vers une enquête internationale transparente	11
Quatrièmement : Un rappel au monde : qui est le Hamas ?	13
Cinquièmement : que faut-il ?	15

D'abord

Pourquoi l'Opération Inondation d'Al-Aqsa ?



- 1- La bataille du peuple palestinien contre l'occupation et le colonialisme n'a pas commencé le 7 octobre, mais a commencé il y a 105 ans, dont 30 ans de colonialisme britannique et 75 ans d'occupation sioniste. En 1918, le peuple palestinien possédait 98,5 % du territoire palestinien et représentait 92 % de la population du territoire palestinien. Alors que les Juifs, qui ont été amenés en Palestine dans le cadre de campagnes d'immigration massive en coordination entre les autorités coloniales britanniques et le mouvement sioniste, ont réussi à prendre le contrôle de pas plus de 6 % des terres de Palestine et à représenter 31 % des terres palestiniennes de la population avant 1948, lorsque l'entité sioniste a été annoncée sur la terre historique de Palestine. À cette époque, le peuple palestinien était privé de son droit à l'autodétermination et les gangs sionistes se livraient à une campagne de nettoyage ethnique contre le peuple palestinien visant à l'expulser de ses terres et régions. En conséquence, les gangs sionistes ont pris le contrôle par la force de 77 % de la terre de Palestine, où ils ont expulsé 57 % de la population palestinienne, détruit plus de 500 villages et villes palestiniennes et commis des dizaines de massacres contre les Palestiniens qui ont tous abouti à la mise en place de l'entité sioniste en 1948. De plus, dans la continuité de l'agression, les forces israéliennes ont occupé en 1967 le reste de la Palestine, y compris la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem, en plus des territoires arabes autour de la Palestine.
- 2- Au cours de ces longues décennies, le peuple palestinien a subi toutes les formes d'oppression, d'injustice, d'expropriation de ses droits fondamentaux et de politique d'apartheid. La bande de Gaza, par exemple, a souffert dès 2007 d'une

blocus étouffant pendant 17 ans qui en a fait la plus grande prison à ciel ouvert du monde. Le peuple palestinien de Gaza a également souffert de cinq guerres destructrices.

agressions dont « Israël » était la partie fautive. En 2018, les habitants de Gaza ont également lancé les manifestations de la Grande Marche du retour pour protester pacifiquement contre le blocus israélien, contre leurs misères conditions humanitaires et pour exiger leur droit au retour.

Cependant, les forces d'occupation israéliennes ont répondu à ces manifestations par une force brutale, au cours de laquelle 360 Palestiniens ont été tués et 19 000 autres blessés, dont plus de 5 000 enfants, en quelques mois.

3. Selon les chiffres officiels, entre janvier 2000 et septembre 2023, l'occupation israélienne a tué 11 299 Palestiniens et en a blessé 156 768 autres, dont une grande majorité de civils. Malheureusement, l'administration américaine et ses alliés n'ont pas prêté attention aux souffrances du peuple palestinien au cours des dernières années, mais ont plutôt couvert l'agression israélienne. Ils ont seulement déploré les soldats israéliens qui ont été tués le 7 octobre, sans même rechercher la vérité sur ce qui s'est passé, et ont suivi à tort le récit israélien en condamnant le ciblage présumé de civils israéliens. L'administration américaine a fourni un soutien financier et militaire aux massacres de l'occupation israélienne contre les civils palestiniens et à l'agression brutale contre la bande de Gaza, et les responsables américains continuent d'ignorer les massacres commis par les forces d'occupation israéliennes à Gaza.
4. Les violations et la brutalité israéliennes ont été documentées par de nombreuses organisations des Nations Unies et groupes internationaux de défense des droits de l'homme, notamment Amnesty International et Human Rights Watch, et même par des groupes israéliens de défense des droits de l'homme. Cependant, ces rapports et témoignages ont été ignorés et l'occupation israélienne n'a pas encore été tenue pour responsable. Par exemple, le 29 octobre 2021, l'ambassadeur d'Israël auprès de l'ONU, Gilad Erdan, a insulté le système des Nations Unies en déchirant un rapport destiné au Conseil des droits de l'homme de l'ONU lors d'un discours à l'Assemblée générale, et en le jetant à la poubelle avant de quitter le podium. . Pourtant, il a été nommé l'année suivante – 2022 – au poste de vice-président de l'Assemblée générale de l'ONU.
5. L'administration américaine et ses alliés occidentaux ont toujours traité Israël comme un État au-dessus des lois ; ils lui fournissent la couverture nécessaire pour continuer à prolonger l'occupation et à réprimer le peuple palestinien, et permettent également à « Israël » d'exploiter une telle situation pour exproprier davantage de terres palestiniennes et judaïser leurs lieux saints. Malgré le fait que l'ONU ait publié plus de 900 résolutions au cours des 75 dernières années en faveur du peuple palestinien, « Israël » a refusé de se conformer à aucune de ces résolutions, et le VETO américain était toujours présent au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher toute condamnation de la politique et des violations « israéliennes ». C'est pourquoi nous voyons les États-Unis et d'autres pays occidentaux complices

et partenaires de l'occupation israélienne dans ses crimes et dans les souffrances continues du peuple palestinien.

6. Quant au « processus de règlement pacifique ». Malgré le fait que les accords d'Oslo signés en 1993 avec l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) stipulaient la création d'un État palestinien indépendant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza ; « Israël » a systématiquement détruit toute possibilité d'établir un État palestinien à travers une vaste campagne de construction de colonies et de judaïsation des terres palestiniennes en Cisjordanie occupée et à Jérusalem. Après 30 ans, les partisans du processus de paix ont réalisé qu'ils étaient dans une impasse et que ce processus avait des conséquences catastrophiques pour le peuple palestinien.

Les responsables israéliens ont confirmé à plusieurs reprises leur rejet absolu de la création d'un Etat palestinien. Juste un mois avant l'opération Al-Aqsa Flood, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a présenté une carte d'un soi-disant « Nouveau Moyen-Orient », représentant « Israël » s'étendant du fleuve Jourdain à la mer Méditerranée, en passant par la Cisjordanie et Gaza. Le monde entier à cette tribune – celle de l'Assemblée générale des Nations Unies – est resté silencieux face à son discours plein d'arrogance et d'ignorance à l'égard des droits du peuple palestinien.

7. Après 75 ans d'occupation et de souffrances incessantes, et après l'échec de toutes les initiatives de libération et de retour à notre peuple, et également après les résultats désastreux du soi-disant processus de paix, qu'est-ce que le monde attendait du peuple palestinien en réponse à ce qui suit :
- ◆ Les projets de judaïsation israélienne sur la mosquée bénie d'Al-Aqsa, ses tentatives de division temporelle et spatiale, ainsi que l'intensification des incursions des colons israéliens dans la mosquée sainte.
 - ◆ Les pratiques du gouvernement israélien d'extrême droite, qui prend pratiquement des mesures pour annexer l'ensemble de la Cisjordanie et de Jérusalem à la soi-disant « souveraineté d'Israël », alors que les responsables israéliens envisagent d'expulser les Palestiniens de leurs maisons et de leurs zones.
 - ◆ Les milliers de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes qui subissent la privation de leurs droits fondamentaux ainsi que des agressions et des humiliations sous la supervision directe du ministre fasciste israélien Itamar Ben-Gvir.
 - ◆ Le blocus aérien, maritime et terrestre injuste imposé à la bande de Gaza depuis 17 ans.

- ◆ L'expansion des colonies israéliennes à travers la Cisjordanie à un niveau sans précédent, ainsi que la violence quotidienne perpétrée par les colons contre les Palestiniens et leurs propriétés.
- ◆ Les sept millions de Palestiniens vivant dans des conditions extrêmes dans des camps de réfugiés et autres zones qui souhaitent retourner sur leurs terres et qui ont été expulsés il y a 75 ans.
- ◆ L'échec de la communauté internationale et la complicité des superpuissances à empêcher la création d'un État palestinien.

Qu'attendait-on du peuple palestinien après tout cela ? Continuer à attendre et continuer à compter sur une ONU impuissante ! Ou prendre l'initiative de défendre le peuple palestinien, ses terres, ses droits et son caractère sacré ; sachant que l'acte de défense est un droit inscrit dans les lois, normes et conventions internationales.

Partant de ce qui précède, l'opération Inondation d'Al-Aqsa du 7 octobre était une étape nécessaire et une réponse normale pour faire face à toutes les conspirations israéliennes contre le peuple palestinien et sa cause. Il s'agissait d'un acte défensif dans le cadre de l'élimination de l'occupation israélienne, de la récupération des droits palestiniens et du chemin vers la libération et l'indépendance, comme l'ont fait tous les peuples du monde.



Deuxième

Les événements de l'opération Al-Aqsa Flood et les réponses aux allégations israéliennes

À la lumière des accusations et allégations fabriquées de toutes pièces par Israël concernant l'opération Al-Aqsa du 7 octobre et ses répercussions, nous, au sein du Mouvement de la Résistance Islamique – Hamas, clarifions ce qui suit :

1. L'opération Al-Aqsa Flood du 7 octobre a ciblé les sites militaires israéliens et a cherché à arrêter les soldats ennemis pour faire pression sur les autorités israéliennes afin qu'elles libèrent les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes par le biais d'un accord d'échange de prisonniers. L'opération s'est donc concentrée sur la destruction de la division Gaza de l'armée israélienne, les sites militaires israéliens stationnés à proximité des colonies israéliennes autour de Gaza.
2. Éviter de nuire aux civils, en particulier aux enfants, aux femmes et aux personnes âgées, constitue un engagement religieux et moral de la part de tous les combattants des Brigades Al-Qassam. Nous réitérons que la résistance palestinienne a été pleinement disciplinée et attachée aux valeurs islamiques pendant l'opération et que les combattants palestiniens n'ont ciblé que les soldats d'occupation et ceux qui portaient des armes contre notre peuple. Pendant ce temps, les combattants palestiniens ont tenu à éviter de blesser les civils, même si la résistance ne dispose pas d'armes précises. En outre, s'il y avait des cas de ciblage de civils ; cela s'est produit par hasard et au cours de la confrontation avec les forces d'occupation.



Depuis sa création en 1987, le mouvement Hamas s'est engagé à éviter de nuire aux civils. Après que le criminel sioniste Baruch Goldstein ait commis en 1994 un massacre contre des fidèles palestiniens dans la mosquée Al-Ibrahimi dans la ville d'Hébron occupée, le mouvement Hamas a annoncé une initiative visant à éviter aux civils le poids des combats par toutes les parties, mais l'occupation israélienne l'a rejetée et l'a même fait. ne fais aucun commentaire à ce sujet. Le Mouvement Hamas a également répété de tels appels à plusieurs reprises, mais il a été accueilli par une sourde oreille de la part de l'occupation israélienne qui a continué à prendre délibérément pour cible et à tuer des civils palestiniens.

3. Peut-être que certaines erreurs se sont produites lors de la mise en œuvre de l'opération Al-Aqsa Flood en raison de l'effondrement rapide du système de sécurité et militaire israélien et du chaos provoqué le long des zones frontalières avec Gaza.

Comme beaucoup l'ont attesté, le mouvement Hamas a traité de manière positive et bienveillante tous les civils détenus à Gaza et a cherché dès les premiers jours de l'agression à les libérer, et c'est ce qui s'est passé pendant la trêve humanitaire d'une semaine où ces civils ont été libérés en échange de la libération des femmes et des enfants palestiniens des prisons israéliennes.

4. Les allégations selon lesquelles les Brigades Al-Qassam, le 7 octobre, ciblaient des civils israéliens, ont été promues par l'occupation israélienne, ce ne sont que des mensonges et des fabrications complètes. La source de ces allégations est le récit officiel israélien et aucune source indépendante n'en a prouvé aucune. C'est un fait bien connu que le discours officiel israélien a toujours cherché à diaboliser la résistance palestinienne, tout en légalisant son agression brutale contre Gaza.

Voici quelques détails qui vont à l'encontre des allégations israéliennes :

- ◆ Des clips vidéo pris ce jour-là – le 7 octobre – ainsi que les témoignages des Israéliens eux-mêmes qui ont été rendus publics plus tard, ont montré que les combattants des Brigades Al-Qassam n'ont pas pris pour cible les civils et que de nombreux Israéliens ont été tués par l'armée et la police israéliennes à cause de ces attaques. à leur confusion.
- ◆ Le mensonge des « 40 bébés décapités » par les combattants palestiniens a également été fermement réfuté, et même des sources israéliennes ont nié ce mensonge. De nombreux médias occidentaux ont malheureusement adopté cette allégation et en ont fait la promotion.
- ◆ La suggestion selon laquelle les combattants palestiniens auraient violé des femmes israéliennes a été totalement démentie, y compris par le mouvement Hamas. Un rapport du site d'information Mondoweiss du 1er décembre 2023, entre autres, a déclaré qu'il n'y avait aucune preuve de « viols de masse » qui auraient été perpétrés par des membres du Hamas le 7 octobre et qu'Israël a utilisé de telles allégations « pour alimenter le génocide en Gaza. »

- ◆ Selon deux rapports du journal israélien Yedioth Ahronoth du 10 octobre et du journal Haaretz du 18 novembre, de nombreux civils israéliens ont été tués par un hélicoptère militaire israélien, notamment ceux qui se trouvaient au festival de musique Nova près de Gaza où 364 civils israéliens ont été tués. Les deux rapports indiquent que les combattants du Hamas ont atteint la zone du festival sans aucune connaissance préalable du festival, où l'hélicoptère israélien a ouvert le feu à la fois sur les combattants du Hamas et sur les participants au festival. Le Yedioth Ahronoth a également déclaré que l'armée israélienne, pour empêcher de nouvelles infiltrations depuis Gaza et empêcher tout Israélien d'être arrêté par les combattants palestiniens, a frappé plus de 300 cibles dans les zones entourant la bande de Gaza.
 - ◆ D'autres témoignages israéliens ont confirmé que les raids de l'armée israélienne et les opérations des soldats ont tué de nombreux prisonniers israéliens et leurs ravisseurs. L'armée d'occupation israélienne a bombardé les maisons des colonies israéliennes où se trouvaient des combattants palestiniens et des Israéliens, en application claire de la fameuse « directive Hannibal » de l'armée israélienne qui dit clairement qu'il « vaut mieux un otage civil ou un soldat mort que d'être pris vivant » pour éviter de s'engager dans un échange de prisonniers avec la résistance palestinienne.
 - ◆ En outre, les autorités d'occupation ont révisé le nombre de leurs soldats et civils tués de 1 400 à 1 200, après avoir constaté que 200 cadavres brûlés appartenaient à des combattants palestiniens tués et mélangés à des cadavres israéliens. Cela signifie que celui qui a tué les combattants est celui qui a tué les Israéliens, sachant que seule l'armée israélienne possède des avions militaires qui ont tué, brûlé et détruit des Israéliens.
zones le 7 octobre.
 - ◆ Les raids aériens israéliens intensifs sur Gaza qui ont conduit à la mort de près de 60 captifs israéliens prouvent également que l'occupation israélienne ne se soucie pas de la vie de ses captifs à Gaza.
5. Il est également un fait qu'un certain nombre de colons israéliens dans les colonies autour de Gaza étaient armés et ont affronté des combattants palestiniens le 7 octobre. Ces colons ont été enregistrés comme civils alors qu'il s'agissait d'hommes armés combattant aux côtés des combattants israéliens. armée.
6. Lorsqu'on parle des civils israéliens, il faut savoir que la conscription s'applique à tous les Israéliens de plus de 18 ans – les hommes ayant effectué 32 mois de service militaire et les femmes ayant servi 24 mois – et que tous peuvent porter et utiliser des armes. Ceci est basé sur la théorie sécuritaire israélienne d'un « peuple armé » qui a transformé l'entité israélienne en « une armée avec un pays attaché ».

7. Le meurtre brutal de civils est une approche systématique de l'entité israélienne et l'un des moyens d'humilier le peuple palestinien. Le massacre de Palestiniens à Gaza est une preuve évidente d'une telle approche.
8. La chaîne d'information Al Jazeera a déclaré dans un documentaire qu'en un mois d'agression israélienne contre Gaza, la moyenne quotidienne des enfants palestiniens tués à Gaza était de 136, tandis que la moyenne des enfants tués en Ukraine – au cours de la guerre russe – Guerre d'Ukraine - il y avait un enfant chaque jour.
9. Ceux qui défendent l'agression israélienne ne regardent pas les événements de manière objective mais justifient plutôt le massacre de Palestiniens par Israël en disant qu'il y aurait des victimes parmi les civils en cas d'attaque contre les combattants du Hamas. Cependant, ils n'utiliseraient pas une telle hypothèse en ce qui concerne les inondations d'Al-Aqsa le 7 octobre.
10. Nous sommes convaincus que toute enquête juste et indépendante prouvera la véracité de notre discours et prouvera l'ampleur des mensonges et des informations trompeuses du côté israélien. Cela inclut également les allégations israéliennes concernant les hôpitaux de Gaza selon lesquelles la résistance palestinienne les utilisait comme centres de commandement ; une allégation qui n'a pas été prouvée et qui a été réfutée par les informations de nombreuses agences de presse occidentales.



Troisième

Vers une enquête internationale transparente



1. La Palestine est un État membre de la Convention pénale internationale Cour (CPI) et a adhéré à son Statut de Rome en 2015.

Lorsque la Palestine a demandé une enquête sur les crimes de guerre israéliens commis sur ses territoires, elle a été confrontée à l'intransigeance et au rejet israéliens, ainsi qu'à des menaces de punir les Palestiniens pour leur demande à la CPI. Il est également regrettable de mentionner qu'il y avait de grandes puissances, qui prétendaient défendre des valeurs de justice, se sont complètement rangées du côté du récit de l'occupation et se sont opposées aux démarches palestiniennes dans le système judiciaire international. Ces puissances veulent maintenir « Israël » en tant qu'État au-dessus des lois et s'assurer qu'il échappe à toute responsabilité.

2. Nous exhortons ces pays, en particulier l'administration américaine, l'Allemagne, le Canada et le Royaume-Uni, s'ils veulent que la justice prévale comme ils le prétendent, ils doivent annoncer leur soutien au déroulement de l'enquête sur tous les crimes commis dans les territoires occupés. Palestine et d'apporter tout notre soutien aux tribunaux internationaux pour qu'ils puissent faire efficacement leur travail.

3. Malgré les doutes de ces pays quant au respect de la justice, nous exhortons toujours le Procureur de la CPI et son équipe à se rendre immédiatement et d'urgence en Palestine occupée pour enquêter sur les crimes et les violations qui y sont commis, plutôt que de simplement observer la situation à distance ou d'être soumis à la justice. aux restrictions israéliennes.

4. En décembre 2022, lorsque l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution demandant l'avis de la Cour internationale de Justice (CIJ) sur les conséquences juridiques de l'occupation illégale des territoires palestiniens par « Israël », les (rares) pays qui soutiennent « Israël » ont annoncé leur rejet de cette décision approuvée par près de 100 pays. Et lorsque notre peuple – et ses groupes juridiques et de défense des droits – ont cherché à engager des poursuites contre les criminels de guerre israéliens devant les tribunaux des pays européens – par le biais du système de compétence universelle – les régimes européens ont fait obstacle aux efforts en faveur des criminels de guerre israéliens. rester en liberté.
5. Les événements du 7 octobre doivent être replacés dans un contexte plus large et tous les cas de lutte contre le colonialisme et l'occupation à notre époque contemporaine doivent être évoqués. Ces expériences de lutte montrent qu'au même niveau d'oppression commise par l'occupant ; il y aurait une réponse équivalente de la part des personnes sous occupation.
6. Le peuple palestinien et les peuples du monde entier réalisent l'ampleur des mensonges et de la tromperie de ces gouvernements qui soutiennent la pratique narrative israélienne dans leurs tentatives de justifier leur parti pris aveugle et de couvrir les crimes israéliens. Ces pays connaissent les causes profondes du conflit qui sont l'occupation et le déni du droit du peuple palestinien à vivre dignement sur ses terres. Ces pays ne montrent aucun intérêt pour la poursuite du blocus injuste contre des millions de Palestiniens à Gaza, et ne montrent aucun intérêt non plus pour les milliers de Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes dans des conditions où leurs droits fondamentaux sont pour la plupart bafoués.
7. Nous saluons les peuples libres du monde de toutes religions, ethnies et origines qui se rassemblent dans toutes les capitales et villes du monde pour exprimer leur rejet des crimes et massacres israéliens et pour montrer leur soutien aux droits du peuple palestinien et à ses droits. cause juste.

Quatrième

Un rappel au monde : qui est le Hamas ?



1. Le Mouvement de résistance islamique « Hamas » est un mouvement islamique palestinien de libération et de résistance nationale. Son objectif est de libérer la Palestine et de faire face au projet sioniste. Son cadre de référence est l'Islam, qui en détermine les principes, les objectifs et les moyens. Le Hamas rejette la persécution de tout être humain ou toute atteinte à ses droits pour des raisons nationalistes, religieuses ou sectaires.
2. Le Hamas affirme que son conflit concerne le projet sioniste et non les Juifs en raison de leur religion. Le Hamas ne mène pas une lutte contre les Juifs parce qu'ils sont juifs, mais mène une lutte contre les sionistes qui occupent la Palestine. Pourtant, ce sont les sionistes qui identifient constamment le judaïsme et les juifs avec leur propre projet colonial et leur entité illégale.
3. Le peuple palestinien s'est toujours opposé à l'oppression, à l'injustice et aux massacres de civils, quels que soient ceux qui les commettent. Et sur la base de nos valeurs religieuses et morales, nous avons clairement exprimé notre rejet de ce à quoi les Juifs ont été exposés par l'Allemagne nazie. Nous rappelons ici que le problème juif était par essence un problème européen, tandis que l'environnement arabe et islamique était – à travers l'histoire – un refuge pour le peuple juif et pour d'autres peuples d'autres croyances et ethnies. L'environnement arabe et islamique est un exemple de coexistence, d'interaction culturelle et de libertés religieuses. Le conflit actuel est causé par le comportement agressif du sionisme et son alliance avec les puissances coloniales occidentales ; par conséquent, nous rejetons l'exploitation de la souffrance juive en Europe pour justifier l'oppression contre notre peuple en Palestine.

4. Le Mouvement Hamas, selon les lois et normes internationales, est un mouvement de libération nationale qui a des objectifs et une mission clairs. Sa légitimité pour résister à l'occupation vient du droit des Palestiniens à l'autodéfense, à la libération et à l'autodétermination. Le Hamas a toujours voulu limiter sa lutte et sa résistance contre l'occupation israélienne dans le territoire palestinien occupé, mais l'occupation israélienne ne s'est pas conformée à cela et a commis des massacres et des meurtres contre les Palestiniens en dehors de la Palestine.
5. Nous soulignons que résister à l'occupation par tous les moyens, y compris la résistance armée, est un droit légitimé par toutes les normes, les religions divines, les lois internationales, y compris les Conventions de Genève et son premier protocole additionnel et les résolutions connexes de l'ONU, par exemple La résolution 3236 de l'Assemblée générale des Nations Unies, adoptée par la 29e session de l'Assemblée générale le 22 novembre 1974, qui affirmait les droits inaliénables du peuple palestinien en Palestine, y compris le droit à l'autodétermination et le droit de retourner dans « leurs foyers ». et les biens d'où ils ont été expulsés, déplacés et déracinés.
6. Notre fidèle peuple palestinien et sa résistance mènent une bataille héroïque pour défendre sa terre et ses droits nationaux contre l'occupation coloniale la plus longue et la plus brutale. Le peuple palestinien est confronté à une agression israélienne sans précédent qui a commis des massacres odieux contre des civils palestiniens, pour la plupart des enfants et des femmes.
Au cours de l'agression contre Gaza, l'occupation israélienne a privé notre population de Gaza de nourriture, d'eau, de médicaments et de carburant, et l'a simplement privée de tous moyens de subsistance. Pendant ce temps, les avions de guerre israéliens ont sauvagement frappé toutes les infrastructures et bâtiments publics de Gaza, notamment les écoles, les universités, les mosquées, les églises et les hôpitaux, signe clair d'un nettoyage ethnique visant à expulser le peuple palestinien de Gaza. Pourtant, les partisans de l'occupation israélienne n'ont rien fait d'autre que maintenir le génocide contre notre peuple.
7. L'utilisation par l'occupation israélienne du prétexte de « légitime défense » pour justifier son oppression contre le peuple palestinien est un processus de mensonge, de tromperie et de détournement des faits. L'entité israélienne n'a pas le droit de défendre ses crimes et son occupation, mais le peuple palestinien, qui a ce droit, d'obliger l'occupant à mettre fin à l'occupation. En 2004, la Cour internationale de Justice (CIJ) a rendu un avis consultatif dans l'affaire des « Conséquences juridiques de la construction d'un mur dans le territoire palestinien occupé », selon lequel « Israël » – la force d'occupation brutale – ne peut pas compter sur un droit de légitime défense pour construire un tel mur sur le territoire palestinien. De plus, selon le droit international, Gaza est toujours une terre occupée. Ainsi, les justifications pour mener l'agression contre Gaza sont sans fondement et manquent de capacité juridique, ainsi que de l'essence de l'idée d'autodéfense.

Cinquième

Ce qui est nécessaire?



L'occupation est une occupation, quelle que soit la façon dont elle se décrit ou se nomme, et reste un outil pour briser la volonté des peuples et continuer à les opprimer. D'un autre côté, les expériences des peuples/nations à travers l'histoire sur la manière de rompre avec l'occupation et le colonialisme confirment que la résistance est l'approche stratégique et la seule voie vers la libération et la fin de l'occupation. Une nation a-t-elle été libérée de l'occupation sans lutte, sans résistance ni sacrifice ?

Les impératifs humanitaires, éthiques et juridiques obligent tous les pays du monde à soutenir

la résistance du peuple palestinien à ne pas s'entendre contre cela. Ils sont censés faire face aux crimes et à l'agression de l'occupation, ainsi qu'à soutenir la lutte du peuple palestinien pour libérer ses terres et exercer son droit à l'autodétermination comme tous les peuples du monde. Sur cette base, nous demandons ce qui suit :

1. L'arrêt immédiat de l'agression israélienne contre Gaza, des crimes et du nettoyage ethnique commis contre l'ensemble de la population de Gaza, pour ouvrir les points de passage et permettre l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, y compris les outils de reconstruction.
2. Tenir l'occupation israélienne légalement responsable des souffrances humaines qu'elle a causées à l'égard du

peuple palestinien, et de l'inculper pour les crimes contre les civils, les infrastructures, les hôpitaux, les établissements d'enseignement, les mosquées et les églises.

3. Le soutien de la résistance palestinienne face à l'occupation israélienne par tous les moyens possibles en tant que droit légitimé par les lois et normes internationales.
4. Nous appelons les peuples libres du monde entier, en particulier les nations qui ont été colonisées et qui sont conscientes des souffrances du peuple palestinien, à prendre des positions sérieuses et efficaces contre les politiques de deux poids, deux mesures adoptées par les puissances/pays qui soutiennent l'occupation israélienne. Nous appelons ces nations à lancer un mouvement mondial de solidarité avec le peuple palestinien et à mettre l'accent sur les valeurs de justice et d'égalité ainsi que sur le droit des peuples à vivre dans la liberté et la dignité.
5. Les superpuissances, notamment les États-Unis, le Royaume-Uni et la France, doivent cesser de fournir à l'entité sioniste une couverture pour se soustraire à ses responsabilités et cesser de la traiter comme un pays au-dessus des lois. Un tel comportement injuste de la part de ces pays a permis à l'occupation israélienne, pendant 75 ans, de commettre les pires crimes jamais commis contre le peuple palestinien, sa terre et ses lieux saints. Nous exhortons les pays du monde entier, aujourd'hui et plus qu'avant, à assumer leurs responsabilités envers le droit international et les résolutions pertinentes de l'ONU qui appellent à mettre fin à l'occupation.
6. Nous rejetons catégoriquement tout projet international ou israélien visant à décider de l'avenir de Gaza et qui ne ferait que prolonger l'occupation. Nous soulignons que le peuple palestinien a la capacité de décider de son avenir et d'organiser ses affaires intérieures et qu'aucun parti au monde n'a donc le droit d'imposer une quelconque forme de tutelle au peuple palestinien ou de décider en son nom.
7. Nous appelons à nous opposer aux tentatives israéliennes visant à provoquer une nouvelle vague d'expulsion – ou une nouvelle Nakba – des Palestiniens, en particulier dans les terres occupées en 1948 et en Cisjordanie. Nous soulignons qu'il n'y aura pas d'expulsion vers le Sinaï, la Jordanie ou tout autre endroit, et s'il y a une relocalisation vers les Palestiniens, ce sera vers leurs foyers et les zones d'où ils ont été expulsés en 1948, comme l'affirment de nombreuses résolutions de l'ONU.
8. Nous appelons à maintenir la pression populaire dans le monde entier jusqu'à la fin de l'occupation ; nous appelons à nous opposer aux tentatives de normalisation avec l'entité israélienne et à un boycott global de l'occupation israélienne et de ses partisans.

